



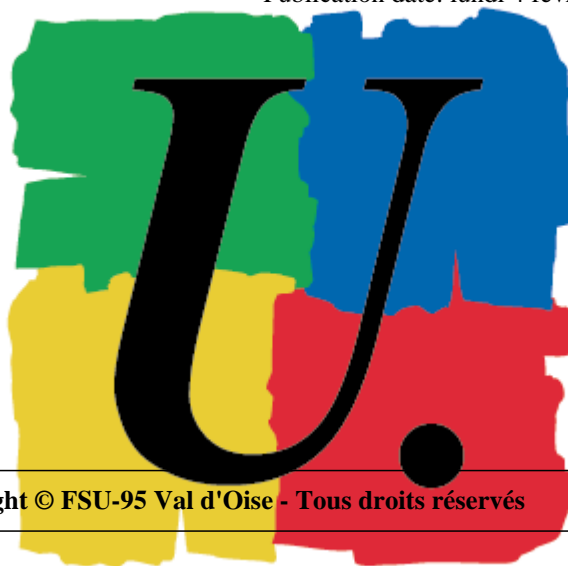
Extract of FSU-95 Val d'Oise

<http://fsu95.fsu.fr/Violences-trouver-la-voie-de-la-desescalade.html>

Violences : trouver la voie de la désescalade...

- FSU nationale - Communiqué -

Publication date: lundi 4 février 2019



Copyright © FSU-95 Val d'Oise - Tous droits réservés

F.S.U.

Communiqué de presse - Les Lilas le 4 février 2019 Violences : trouver la voie de la désescalade...

Depuis de trop nombreuses mobilisations, il est question de violences et de violences policières.

Déjà lors des mobilisations contre le projet de « loi Travail », la FSU, avec d'autres organisations, dénonçait ces violences et demandait que soient menées des enquêtes. Pas moins de 40 enquêtes judiciaires avaient été ouvertes par l'IGPN pour « violences » contre des manifestant-e-s. Et le défenseur des droits s'était également saisi de cette situation.

Aujourd'hui, la répression policière est montée d'un cran. Régulièrement des citoyen-n-es témoignent de comportements disproportionnés et illégitimes perpétrés par des fonctionnaires dépositaires de l'autorité publique. La liste des blessé-e-s par certaines armes, dont les séquelles seront irréversibles pour certain-e-s, ne cesse de s'allonger. Encore ce week-end en ce qui concerne Louis Boyard (Président de l'UNL) et Pascal Maillard (Universitaire), frappés durement par des armes dangereuses et mutilantes, utilisées par les forces de l'ordre.

La FSU demande une nouvelle fois l'abandon des armes, LBD, grenades de désencerclement, grenades GLI F4 et des fusils multi-coups (riot gun penn arm) dont l'usage a conduit à de nombreuses mutilations.

Il est aussi nécessaire que soit menée une réflexion sur le rôle de la police dans une société démocratique.

Elle dénonce également tout exercice arbitraire et excessif du pouvoir à l'encontre des manifestant-e-s en particulier les arrestations dites « préventives » et demande l'arrêt des poursuites injustifiées et l'effacement des peines prononcées à l'exclusion de tout acte de violence ou de dégradation et de toute conduite ou propos sexiste, homophobe, raciste ou antisémite.

La FSU met en garde le gouvernement contre l'escalade de violences et leurs conséquences. Il est de sa responsabilité de trouver la voie de la désescalade.

L'augmentation du niveau de répression contre le mouvement social ne peut être une issue, et encore moins une réponse, à la colère qui s'exprime.

Il est urgent aujourd'hui que soit apportées les réponses sociales et politiques en faveur de davantage d'égalité, de justice sociale et de démocratie.

Éliane Lancette, chargée des relations avec la presse pour la FSU.

06 72 53 91 13 / 01 41 63 27 40